

14 Octobre 2011

Information à la presse · Information à la presse

Le diktat de Mittal est tombé Les salariés vont encore payer

« La fermeture définitive de la phase liquide de ArcelorMittal à Liège serait une catastrophe sociale et économique pour toute une région, bassin historique de la sidérurgie européenne » a déclaré Bart Samyn, Secrétaire Général adjoint de la Fédération européenne de la métallurgie. « Les suspensions temporaires des outils de production qui sont annoncées un peu partout en Europe sont également extrêmement inquiétantes. C'est la survie de sites et de l'emploi du principal sidérurgiste européen qui est en jeu » a-t-il ajouté.

ArcelorMittal veut faire croire que ces annonces sont justifiées par la baisse de la demande et une situation économique incertaine. Or, pour l'instant, rien ne permet de conforter cette analyse. En revanche, il est clair que la réduction de la production est avant tout le résultat d'une politique de maintien des prix élevés pour continuer à engranger des profits toujours plus importants. Mettre des outils de production sous cocon dans le seul but de maintenir les prix au risque d'endommager les outils et de perdre des salariés qualifiés est totalement inacceptable et irresponsable. D'autant plus que cette politique poursuivie par ArcelorMittal depuis quelques années se traduit graduellement par des pertes de part de marchés en Europe.

Depuis plusieurs années, les syndicalistes, membres du groupe de Dialogue Social de ArcelorMittal, n'ont eu de cesse de répéter que l'avenir du groupe en Europe passait par l'innovation, la R&D pour développer l'acier de demain et les technologies efficaces en énergie (comme par exemple le projet ULCOS d'enfouissement de CO² dégagé par les hauts-fourneaux, qui permettrait également des gains de productivité importants). Une stratégie d'avenir repose également sur le remplacement et le transfert des savoir-faires indispensables au fonctionnement d'outils industriels complexes.

Or force est de constater que rien de tout cela n'a été fait malgré les engagements formels pris par M. Mittal envers les syndicats européens lorsqu'il a pris le contrôle d'Arcelor en 2006.

Il n'a respecté aucune de ses promesses. Le budget consacré à la R&D est extrêmement faible et reste bien inférieur à celui des concurrents d'ArcelorMittal, les investissements promis ne sont pas réalisés et sont limités à l'entretien des outils. La participation d'ArcelorMittal dans les projets européens d'avenir comme ULCOS est compromise. Le remplacement des emplois et des compétences se fait attendre au risque de compromettre le fonctionnement des outils.

PRESS 24/2011

Press Release

La stratégie européenne de M. Mittal se résume actuellement au siphonage des résultats des sites européens - principale source de profit du groupe - pour financer ses acquisitions dans les mines et les installations en dehors de l'Europe.

Nous ne pouvons accepter que les décisions de M. Mittal viennent hypothéquer la viabilité des sites européens.

Sur les annonces de fermeture de la phase à chaud à Liège et les suspensions temporaires, la FEM exige que l'avis des représentants des salariés au niveau national et européen soit pris en compte par la direction et que les droits d'information et de consultation soient respectés. « Il y a d'autres solutions et elles doivent être sérieusement explorées avec les instances de représentation du personnel au niveau national et européen. La stratégie du groupe doit aussi être discutée avec le groupe de dialogue social. La sidérurgie est au cœur d'une politique industrielle européenne intégrée et indépendante. Nous ne laisserons pas M. Mittal en démanteler un pan important » a déclaré Bart Samyn.

Les syndicats européens d'ArcelorMittal se réuniront le 24 octobre à Bruxelles pour décider de la stratégie à mettre en œuvre.

La FEM est un organe représentatif défendant les intérêts des travailleurs de l'industrie métallurgique en Europe. La FEM dispose d'un mandat de coordination et de représentation externes des syndicats de la métallurgie ainsi que d'un mandat lui permettant d'engager des négociations au niveau européen.

Pour plus d'informations, merci de vous adresser à :
Rédacteur, Ulrich Eckelmann, Secrétaire général de la FEM
Bart Samyn, Secrétaire général adjoint de la FEM +32 2 227 1019
Isabelle Barthès, Senior Policy Adviser de la FEM +32 2 227 1012